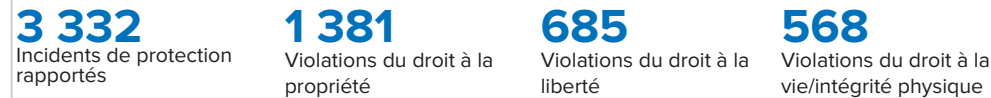


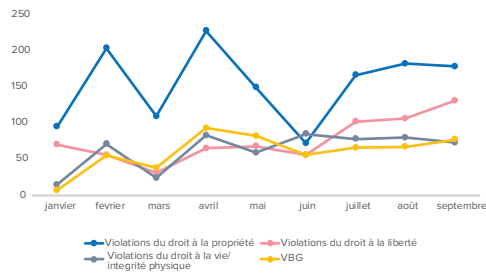
Chiffres clés | septembre



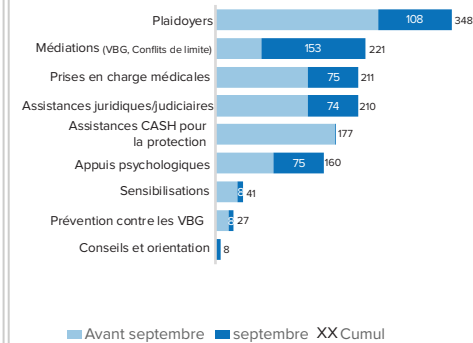
Chiffres clés | Cumul janvier - septembre



Tendances mensuelles principales



Actions de réponse

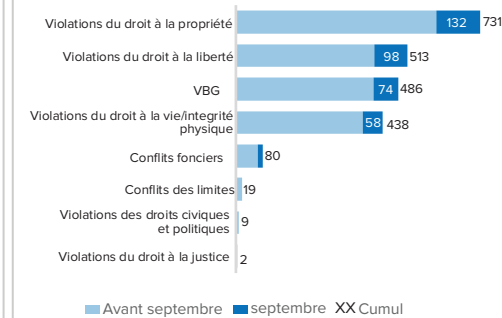


Typologie des incidents

Cas rapportés



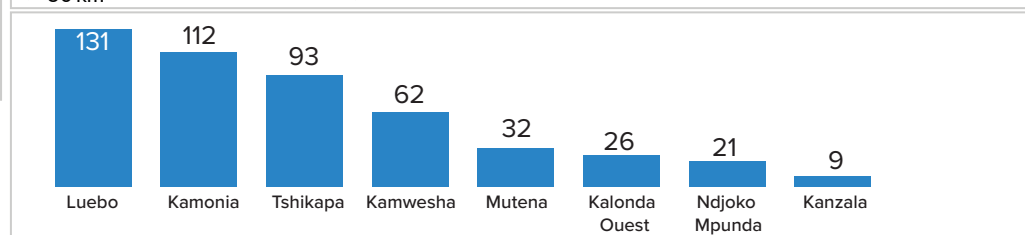
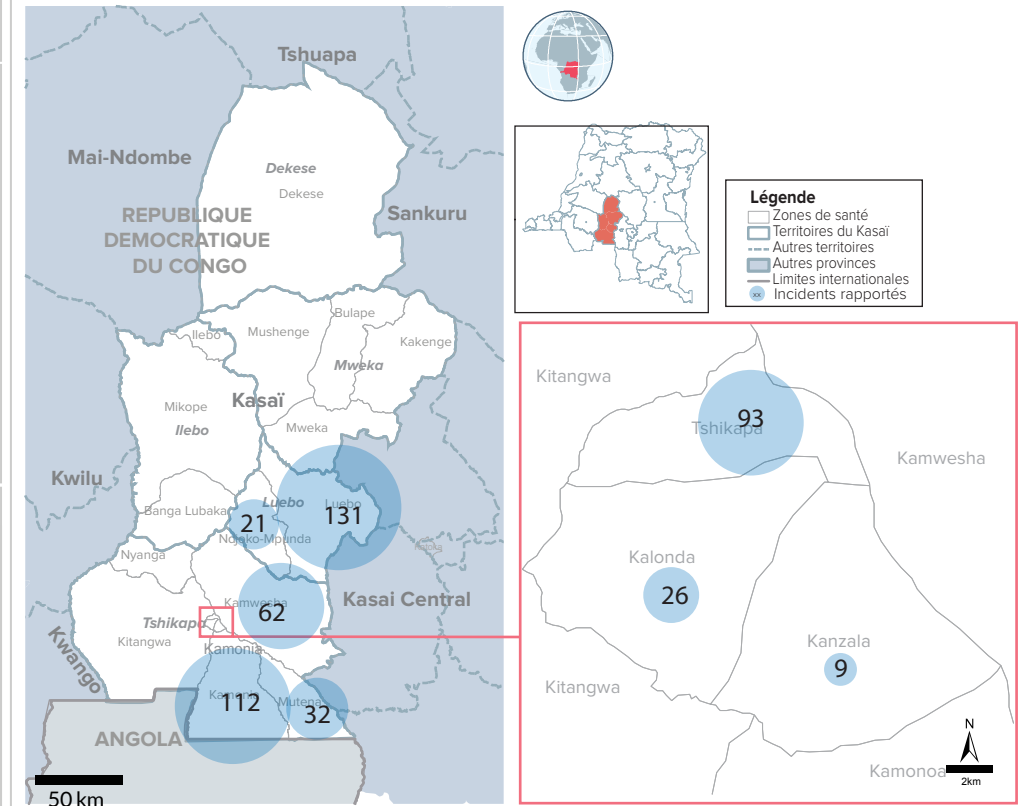
Cas suivis



Tendance générale des incidents

Au total 486 incidents de protection ont été enregistrés durant le mois de septembre, soit une hausse de 3% par rapport au mois d'août, cette situation est due aux conflits de pouvoir coutumier et la faible présence de l'autorité étatique. La plupart des violations portent sur les droits à la liberté et à la propriété. Ces incidents ont été enregistrés dans le territoire de Kamonia, Luebo et la ville de Tshikapa où War Child mène des activités de monitoring et d'assistance aux populations affectées par le déplacement. Comme pour les mois antérieurs les PDI retournés restent les plus touchés par ces violations, suivis des quatre autres catégories de communautés. On note cependant que les enfants sont également victimes de plusieurs violations dont les VBG. Pour ce qui est des violations du droit à la propriété et à la liberté, ce sont principalement les hommes de plus de 18 ans qui en sont victimes. 77 % des cas enregistrés ont fait objet d'une réponse de protection par référencement, orientation, plaidoyer, prise en charge médicale et judiciaire.

REPARTITION DES INCIDENTS PAR ZONE DE SANTE | septembre



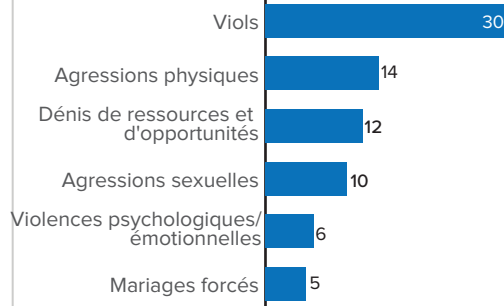
Détails des violations | septembre

Il y a une hausse des incidents de protection par rapport au mois précédent. Elle est due au fait que dans les zones concernées il y a eu des conflits de pouvoir coutumier ainsi que faible présence de l'Etat qui ne dissuade pas les auteurs des violations qui opèrent en toute liberté et impunité. Il faut également noter que sur cinq territoires qui composent la province du Kasai, seuls deux territoires et la ville de Tshikapa sont couverts par le monitoring de protection. Cette situation d'inaccessibilité à certaines zones due à l'impraticabilité des routes et à l'éloignement des instances judiciaires favorise l'impunité. Le manque de structure fiable de prise en charge met également certaines victimes des VBG en danger.

Violations du droit à la propriété



VBG



Victimes des violations | septembre

Les victimes de ces différentes violations sont principalement les jeunes filles pour ce qui est des violences sexuelles et les hommes pour les autres incidents. L'impunité et la situation socio-économique précaire dans un environnement post-conflit favorisent ces pratiques. Les enfants sont aussi victimes des incidents de protection surtout en ce qui concerne les violences sexuelles.

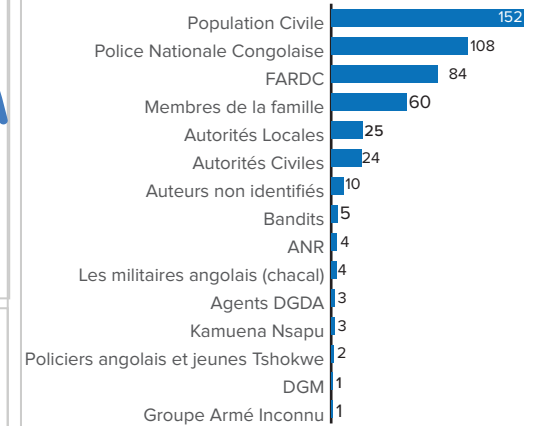
Nombre de victimes de violations par tranche d'âge et sexe



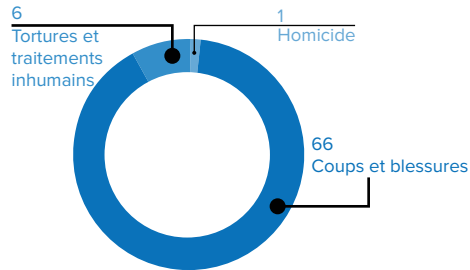
Auteurs présumés des violation | sept.

Les auteurs sont les civils (membres des familles y compris) et les forces de sécurité et de défense. L'identification des auteurs pose quelquefois des problèmes lorsque les incidents se passent dans des lieux isolés et lorsqu'ils sont commis sur des enfants qui ne peuvent reconnaître leurs bourreaux. Les arrangements à l'amiable dans le plus grand secret freinent également la lutte contre les VBG et n'aident pas à appréhender les auteurs de ces actes.

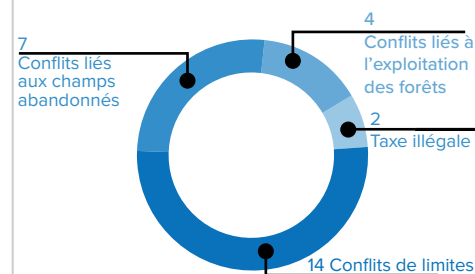
Nombre d'incidents de protection par profil des auteurs présumés



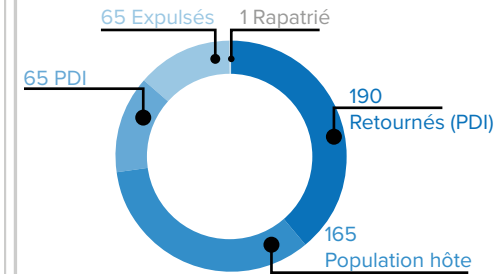
Violations du droit à la vie et à l'intégrité physique



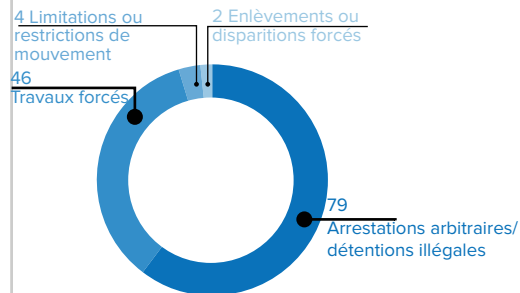
Conflits fonciers



Nombre d'incidents de protection par profil des victimes



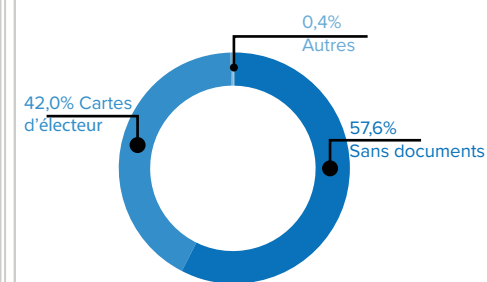
Violations du droit à la liberté



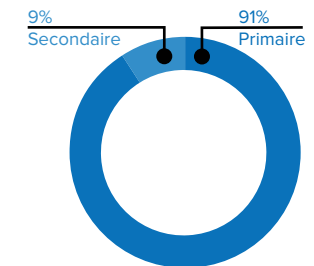
Lieux des incidents



Documents d'identité des victimes



Source de l'information



FARDC : Forces Armées de la République Démocratique du Congo
 ANR : Agence Nationale des Renseignements
 DGDA : Direction Générale des Douanes et Ascises
 DGM : Direction Générale des Migrations
 PDI : Personnes Déplacées Internes
 VBG : Violences Basées sur le Genre

Analyse de Protection

La situation de protection dans la province du Kasai reste dominée par le retour des rapatriés spontanés venus de l'Angola. Les autorités et les acteurs humanitaires se mobilisent pour assister ces personnes et les ramener à leurs destinations finales.

La ville de Tshikapa qui pourra accueillir le plus grand nombre de ces personnes rapatriées fait face à des problèmes tels que : insécurité, vols et viols, arrestations arbitraires et tant d'autres incidents de protection.

Des séances de sensibilisation doivent être menées dans les communautés d'accueil de ces rapatriés venus de l'Angola. Le gouvernement devrait également prendre des dispositions nécessaires pour leur assurer la sécurité dans le milieu de retour.

Des paquets de réinsertion seront remis par le HCR aux rapatriés pour les aider dans leurs zones de retour. L'on craint cependant des cas isolés de conflits qui peuvent surgir dans certaines communautés où les ethnies ne parviennent pas à cohabiter jusqu'à ce jour. Les rapatriés, pour la plupart les enfants et jeunes, risquent de finir dans la rue si les mesures nécessaires pour leur éducation et réinsertion scolaire ne sont pas assurées.